

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 28 JANVIER 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL :

ANGOLA : VERS UN ACCORD ENTRE LES
GRANDES PUISSANCES

Au moment où nous écrivons, l'Afrique du Sud vient pratiquement de décider de retirer ses troupes du territoire angolais. Le gouvernement sud-africain parle de repli vers ses frontières. En réalité il doit probablement s'agir d'un retrait pur et simple du conflit angolais. L'Afrique du Sud ne peut évidemment, quels que soient ses intérêts dans cette région, être plus disposée à soutenir les mouvements rivaux du MPLA que ne le sont les USA eux-mêmes. Or, si ceux-ci ne souhaitent pas la victoire du MPLA, soutenu par l'URSS, ils se montrent prudents dans leurs démarches concernant le conflit angolais. Lors des entretiens qui se sont déroulés à Moscou, on a vu Kissinger, le représentant des USA, insister pour discuter avec Brejnev de "l'affaire angolaise". Que s'est-il dit à Moscou ? Il est difficile de le savoir. Mais il est certain que le conflit ne pourra être réglé en dehors d'un accord entre les grandes puissances.

Pour l'heure, le MPLA a de nouveau, grâce aux appuis fournis par l'URSS et son alliée Cuba, pris l'initiative sur le terrain. Mais si le FNLA de Roberto Holden semble être définitivement hors de course, il reste qu'il n'en est pas de même pour l'UNITA qui continue de détenir une importante région de l'Angola. Devant les succès des troupes du MPLA, l'UNITA se présente aujourd'hui en partisan de la négociation. Mais il est probablement trop tard pour une telle voie, même si elle était patronnée par les grandes puissances.

Pendant que cet affrontement entre les grandes puissances se déroule par UNITA et MPLA interposés, le peuple angolais supporte une guerre meurtrière mettant en oeuvre des techniques modernes qui n'ont jamais par contre été utilisées dans des buts pacifiques pour améliorer son sort.

Il est évident que la défaite des mouvements ouvertement liés à l'impérialisme serait aussi une victoire pour le peuple angolais, mais il n'empêche que le prix qu'il aura payé pour une telle victoire ne lui donnera même pas un régime qui soit réellement le sien.

Car le MPLA bien que reflétant les aspirations nationales du peuple angolais, n'est pas pour autant un mouvement qui vise à mettre fin à toute forme d'exploitation en Angola. Il l'a déjà montré en mettant au pas les tendances d'extrême-gauche qui se trouvaient en son sein et prétendaient parler des travailleurs et de leurs intérêts.

Après la libération du territoire, après la guerre, les travailleurs angolais auront encore à se battre pour un régime qui soit vraiment le leur.

GUADELOUPE: dans la canne

OUVERTURE DE LA RECOLTE : RIEN N'EST DECIDE !

La récolte, si l'on s'en tient à certaines déclarations officielles, devrait débuter plus tôt cette année qu'en 1975. Or, bien que nous soyons déjà à la fin du mois de janvier, les patrons du sucre et du rhum n'ont jamais réuni les commissions paritaires. Ils veulent en fait faire traîner les choses, afin de démarrer la récolte dans la plus grande confusion pour les ouvriers industriels, les ouvriers agricoles et les petits planteurs.

Aux ouvriers agricoles et industriels, la situation dans ce secteur impose deux exigences. Celle de voir augmenter leurs salaires et celle de conserver leurs emplois. Une chose est sûre, c'est que les employeurs ne donneront satisfaction à toutes ces revendications que contraints et forcés. S'il n'y a pas de travail pour eux cette année dans la canne, les travailleurs agricoles devront s'organiser pour exiger qu'on leur permette de gagner leur vie, notamment par la distri-

bution des terres et la mise à leur disposition de matériel et de machines nécessaires à l'exploitation de la terre.

Concernant les petits planteurs, certains bruits inquiétants commencent déjà à circuler selon lesquels le prix du sucre n'augmentera pas cette année et qu'en conséquence les usiniers ne seraient guère disposés à payer la canne à un prix supérieur à celui de l'an dernier. Les petits planteurs affiliés à l'UPG réclament notamment :

- 156F la tonne de canne
- le paiement intégral des livraisons à chaque quatorzaine.
- L'arrêt de toute saisie par le Crédit Agricole des sommes dues pour l'achat d'engrais ou les frais de labour.

Cette année encore, la situation risque de devenir très vite explosive dans ce secteur important de l'économie de la Guadeloupe.

CAPESTERRE : DANS LES BANANERAIES

Grève mercredi 28

Le samedi 24 janvier, une assemblée générale des travailleurs de la Banane s'est tenue à la bourse du Travail à Capesterre. En présence de près d'une centaine de travailleurs, une grève a été décidée pour le mercredi 28 janvier.

C'est la conséquence du mécontentement qui règne dans ce secteur depuis plus d'un mois. Et les raisons de lutter ne manquent pas. Les salaires n'ont pas changé depuis mars-avril 1975, sauf à la SCEFA de Max MARTIN où ils sont passés de 43,92F à 49,76F pour 8 heures alors que les travailleurs réclamaient 51,52F. De plus, les gros propriétaires, quatre fois de suite depuis début décembre, ne se sont pas présentés aux réunions paritaires prévues pour discuter des revendications.

En tous cas, malgré le peu de publicité qui a été faite à cette assemblée générale, la participation des travailleurs fut quand même importante. Ces derniers semblent un peu partout sur les habitations prêts à engager la lutte. Ils sauront, cela est sûr, imposer au patronat la satisfaction de leurs revendications essentielles, en particulier le paiement des 51,52F.

Le mécontentement est grand dans la Banane, et les travailleurs de ce secteur ont montré dans le passé qu'ils étaient capables de prendre en main leur lutte pour la mener à bien. Cette fois encore, ils sauront certainement le faire.

MARTINIQUE

LIRE AU VERSO, NOS ARTICLES SUR
LE C.H. DE FORT DE FRANCE
LE SMA CONTRE LES TRAVAILLEURS
CINEMA : "DECEMBRE".

GUADELOUPE :

OU PRENDRA-T-ON DU PERSONNEL QUALIFIE
POUR LE NOUVEAU CENTRE HOSPITALIER DE
POINTE-A-PITRE ?

Bientôt le nouvel hôpital de P-A-P ouvrira ses portes. On parle déjà de ses nouveaux pavillons qui seront bien équipés, de ses futurs services spécialisés et de son laboratoire, de loin plus perfectionné que celui qui existe déjà.

Il va de soi qu'un tel centre fonctionnera avec un personnel qualifié et recyclé pour la circonstance. Ce personnel, où le prendra-t-on ? C'est la question qui se pose de ceux d'entre nous qui n'ont pas de spécialisation.

Pourtant la direction aurait pu proposer à ceux d'entre nous qui le désirent de se spécialiser par le biais de stages, de recyclages, de concours internes, en vue de l'ouverture prochaine du nouveau centre hospitalier. Jusqu'ici, elle ne dit rien à ce sujet. Peut-être a-t-elle l'intention de faire venir du personnel qualifié de l'extérieur ?

Il est temps de lui demander des informations et de s'organiser pour avoir la possibilité de nous former à temps.

MARTINIQUE

QUAND LES ELEVES INFIRMIERS SOIGNENT LES MALADES AU CENTRE HOSPITALIER

Le manque d'effectif est tel au Centre Hospitalier de Fort-de-France que l'absence d'un seul agent pour congé annuelle fait durement sentir.

Pour tenter de pallier au manque de personnel, la direction a agi avec beaucoup de légèreté. Elle a envoyé comme remplaçants d'infirmiers des élèves infirmiers de première année et cela même dans des services de soins intensifs. Le résultat c'est que le personnel qualifié est obligé non seulement de faire son propre travail mais encore d'aider les jeunes élèves. Pour ceux-ci ce n'est même pas un apprentissage correct étant donné l'incapacité des infirmiers surchargés de s'occuper d'eux sérieusement. Pour les malades c'est un

risque important de se faire donner des soins par des élèves qui ne maîtrisent pas encore le métier.

Il est vrai que pour ceux qui ont la charge de cet hôpital, il est plus facile et plus économique de faire prendre des risques aux malades que d'embaucher du personnel en quantité suffisante.

Par contre quand il s'agit de renflouer des capitalistes en difficulté ou de construire des casernes de gendarmerie ou des palais pour accueillir les hauts fonctionnaires, on trouve alors de l'argent.

Mais il n'est pas du tout certain que le personnel acceptera sans réagir qu'une telle situation se prolonge.

MARTINIQUE :

LE SMA CONTRE LES TRAVAILLEURS DU BATIMENT

Le SMA (service militaire adapté) vient de dresser la liste des travaux qu'il effectuera pendant l'année 76.

Le programme est semble-t-il assez fourni : construction de logements au Robert, percement de routes à Rivière-Pilote, au Marin et à Belle-Fontaine.

Alors que les chômeurs du Bâtiment se comptent par milliers, le pouvoir colonial ne trouve rien de mieux à faire

que de concurrencer les travailleurs du Bâtiment en utilisant la main d'oeuvre gratuite que constituent les jeunes appelés au lieu de donner du travail aux chômeurs.

On voit donc quelle est la valeur des discours gouvernementaux. Quand ces messieurs affirment vouloir créer des emplois il s'agit tout simplement de mots creux destinés à créer des illusions.

PRISES DE POSITION AU SEIN DU PCF

APROPOS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Le débat sur la dictature du prolétariat que Marchais propose de retirer du vocabulaire et des textes du PCF, comme notion périmée continue de faire couler beaucoup d'encre.

C'est ainsi qu'au sein même du PCF les militants ont déjà pris position contre la proposition de Marchais.

Nous publions ici des extraits d'une lettre envoyée par une militante du PCF dans les tribunes de discussion de FRANCE-NOUVELLE :

Evelyne Van Der Heim (Cellule Suzane Masson - ex-Gradin) écrit : "Jamais dans aucune révolution dans l'histoire, la classe bourgeoise ne s'est laissée déposséder, exproprier sans broncher. Elle a un formidable appareil d'état entre les mains et on peut dire qu'en ce moment, elle

l'astique, le perfectionne, pour mieux se défendre. Poniatowski Chirac, Lecanuet sont les principaux instigateurs du "complot contre la classe ouvrière".

Nous devons être conscients que tant que nous ne détruirons pas de fond en comble les fondements de l'Etat capitaliste, la bourgeoisie s'en servira pour déclarer la guerre aux travailleurs, comme au Chili, au Portugal, en Grèce et en Espagne, c'est la bourgeoisie décadente qui prend l'initiative de la guerre civile. Nous ne devons jamais sous-estimer cette éventualité car sinon, quand serons nous prêts ?

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Marie Eugène Zozor
Ronéo du journal PAP
3è Supplément au mensuel N° 57

ABONNEZ VOUS AU MENSUEL

COMBAT OUVRIER

AUX ETATS-UNIS : LE CRIME D'ETRE NOIR

Il ne fait pas bon être noir aux Etats-Unis. Le plus puissant pays impérialiste est aussi celui où la répression n'épargne pas ceux qui luttent contre les injustices et le racisme. La société capitaliste qui règne dans toute sa splendeur aux U.S.A. s'accompagne de ce racisme et de ces injustices. Ils lui sont indissolublement liés. C'est le capitalisme qui en est leur cause.

Et c'est parce qu'elle a peur de voir le combat anti-raciste des noirs américains déboucher sur une lutte contre le système capitaliste lui-même que la bourgeoisie fait réprimer violemment ceux qui militent et se battent contre le racisme.

Nous citons quelques exemples les plus connus de cette répression contre les noirs américains. Mais c'est par milliers que se comptent les victimes de ce racisme et de cette répression. Aux U.S.A., c'est un crime que d'avoir la peau noire.

HURRICANE CARTER : EN PRISON DEPUIS 10 ANS.

Le boxeur Rubin "Hurricane" Carter est en prison depuis 10 ans.

Il fut faussement accusé d'avoir assassiné trois blancs. En fait il s'agissait d'un coup monté par la police pour éliminer un homme qui ne cachait pas son admiration pour Malcom X, qui prenait position contre les brutalités de la police envers les noirs.

Depuis dix ans Carter clame son innocence et continue à rester enfermé, bien que les témoins aient reconnu qu'ils avaient été soudoyés par la police pour accuser faussement Carter.

MARTIN SOSTRE : ENFIN LIBRE !

Martin Sostre vient de sortir de prison après 8 ans. Il avait été lui aussi pris dans un coup monté par la police new-yorkaise. Sostre est en effet un militant anti-raciste. Il avait à New-York une librairie qui était un lieu de réunion pour les militants noirs anti-racistes. Il fallait lui aussi l'éliminer. Il fut condamné à TRENTE ans de prison. Il vient d'être gracié par le gouverneur de New-York. Mais pendant toutes ces années passées en prison, il ne fut nullement découragé et continua à se battre pour les droits des prisonniers à lire la presse, à recevoir un courrier non censuré... Et là encore il fut l'objet de sévices et fut isolé pendant trois ans, ce qui mit gravement en danger sa vie.

Il ne suffit donc pas de jeter en prison des militants pour qu'ils abandonnent la défense de leur cause.

DELBERT TIBBS MENACE DE MORT PAR LA "JUSTICE" DE FLORIDE.

Delbert Tibbs est un écrivain de 36 ans qui croupit actuellement en prison et est condamné à mort pour meurtre et rapt. Ces accusations ne reposent sur aucun fondement sérieux autre que

le fait de s'être trouvé dans la région où ces crimes eurent lieu.

Là aussi, faux témoignages et pression de la police servirent à jeter en prison et à condamner un homme à mort. Tibbs a fait appel et son jugement doit être revu ce mois-ci.

JOAN LITTLE DE NOUVEAU EN PRISON.

Joan Little c'est cette jeune femme qui avait été assaillie par un gardien de prison qui voulait la violer. Elle s'était alors défendue et avait tué le gardien. Devant la mobilisation de l'opinion publique la justice avait été obligée de l'acquitter.

Mais à peine libre on l'a reprise et enfermée pour purger sous l'accusation d'effraction une peine de prison de dix ans contre laquelle elle a fait appel.

Mais les juges de la Caroline du Nord refusent de la laisser en liberté provisoire en attendant les résultats du procès. La justice américaine ne veut pas la lâcher.

CINEMA

"DECEMBRE"

Ce très beau film du metteur en scène algérien Lakdar Hamina montre un aspect de la guerre d'Algérie : chasse aux militants du F.L.N., bombardement de villages, tortures et assassinats de combattants ou de simples suspects.

En mettant face à face un militant du F.L.N. et prisonnier et un officier de l'armée française qui se veut humaniste, mais qui se soumet à la discipline militaire, le film montre la nature des deux camps en présence. D'un côté un peuple en lutte, déterminé à arracher sa liberté, et de l'autre ceux qui disent que l'Algérie ne serait rien sans la France mais qui en fait ne sont là que pour protéger les intérêts des riches et des possédants français et pieds noirs.

Un film à voir et à faire voir !